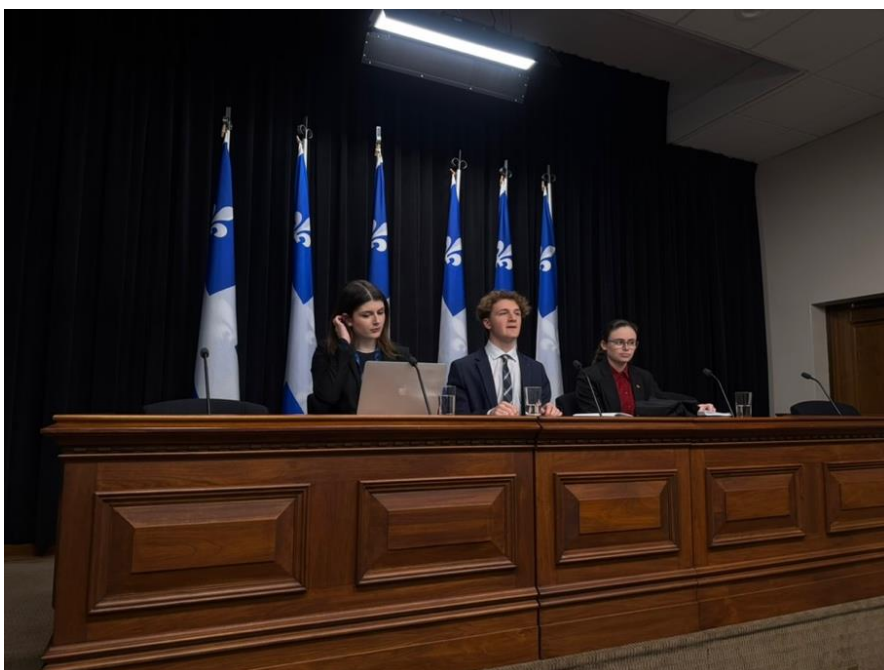




Écho de la colline

Un budget controversé, le ministère de l'Éducation exclu ?

Date de publication :
10/01/2025 14:32



Acheraf Nait Daoud - Journaliste

Le porte-parole en matière de finance de la deuxième opposition dénonce des mesures « déraisonnables » en éducation.

Le porte-parole en matière de finance de l'Alliance Progrès Québec, le député de Cloutier, a réitéré le manque de financement du gouvernement dans le portefeuille de l'Éducation pour permettre d'importants changements au niveau des infrastructures, programmes scolaires, personnels, éducatifs et autres.

Des thèmes absents

Il rappelle surtout l'absence de mesures du gouvernement dans son budget pour permettre un meilleur investissement dans les classes de francisations. Il dénonce aussi ce manque au niveau de la création d'emplois dans le milieu éducatif pour permettre une meilleure intégration en matière des nouveaux arrivants dans la province.

Des informations teintées de rouge

Lors de la conférence de presse, des études ont été abordées, dont une du professeur Doray, qui a révélé que 36 % des étudiants qui viennent de terminer leur secondaire s'inscrivent au cégep, tandis que ce taux serait de 75 %. Le député dénonce dans le budget cette hausse de 107% du coût d'inscription au collégial passant de 241\$ à 500\$, il dénonce une mesure qui cherche à limiter en quelque sorte l'accès aux études supérieures en proposant un meilleur financement du secteur de l'éducation supérieure. À ceci, le gouvernement répond que « ce financement servira à rénover les institutions publiques », une contradiction dans la mesure où la rénovation des infrastructures est mise sur le dos des étudiants, sans oublier qu'aucune mesure dans le budget ne cite un fonds alloué pour la réactualisation des infrastructures.

Une opposition inquiète

La deuxième opposition s'est dite préoccupée par l'augmentation significative des frais de scolarité au niveau collégial. Rappelons que la précarité étudiante est un sujet d'actualité depuis le lancement de la campagne nationale de la Fédération étudiante collégiale du Québec (FECQ). Cette fédération dénonce le manque de financement du gouvernement envers les établissements collégiaux et la hausse du coût de la vie chez les étudiants. Cette fédération, lorsque contactée, dénonce des risques pour l'accessibilité, il encouragerait l'actualité étudiante directement et il rappelle que plus d'un étudiant sur cinq a recours aux banques alimentaires chaque mois.

Pour rappel, le gouvernement prévoit des hausses concernant les dépenses des particuliers avec la mise en place de péages dans les autoroutes, une hausse des frais de scolarité et une augmentation de plus de 35% aux niveaux cout relié à l'électricité.

